

La digitalisation de l'ELSJ. Enjeux juridiques d'une transformation numérique à l'échelle européenne.

Université de Grenoble Alpes
10 & 11 décembre 2025

APPEL À CONTRIBUTION

Au cours de la dernière décennie, l'Union européenne a connu une profonde transformation numérique dans le cadre de la construction de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ).

La **numérisation** de l'ELSJ a donné naissance à un large éventail d'instruments et parmi ceux-ci figurent EUROSUR (Système européen de surveillance des frontières), le règlement sur la preuve électronique (e-Evidence), le système e-CODEX visant à assurer la transmission numérique de documents judiciaires entre les États membres, l'interconnexion des casiers judiciaires nationaux via le système ECRIS, l'interopérabilité des systèmes de renseignement criminel, soutenus par des initiatives telles que Prüm II, ou bien encore l'extension d'Europol vers une police axée sur le traitement de l'information numérique, notamment le développement d'outils d'IA pour faciliter les enquêtes en ligne.

À cet égard, le rôle opérationnel d'agences de l'ELSJ, telles que Frontex, Europol, Eurojust et eu-LISA, a également été de plus en plus numérisé, l'IA et l'analyse de données jouant un rôle croissant dans leurs opérations quotidiennes.

Il semble en outre que cette digitalisation de l'ELSJ façonne également l'espace de libre circulation. Les transformations observées révèlent l'émergence d'une nouvelle territorialité numérique européenne. Cependant, cette **transformation** soulève également des défis majeurs tels que garantir le droit à la vie privée, assurer la protection judiciaire effective et l'accès au juge, préserver l'indépendance de la justice et permettre l'efficacité des recours dans les environnements numériques, prévenir les biais algorithmiques et l'opacité des prises de décision, et enfin dépasser la fragmentation des capacités numériques nationales ainsi que combler les écarts technologiques entre les États membres.

Au cœur de ces évolutions se trouve l'impératif de respecter la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Qu'il s'agisse de surveiller les frontières, de faciliter les procès numériques ou d'accéder aux données chiffrées, la transformation numérique de l'ELSJ doit rester fondé sur la proportionnalité, la responsabilité et la transparence.

Ce colloque invite les participants à s'interroger sur les tensions juridiques liés à la numérisation de la liberté, de la sécurité et de la justice, en se demandant comment concevoir un ELSJ à la fois protégeant les **droits fondamentaux** et soucieux d'éviter les risques de surveillance excessive, tout en étant orienté vers l'efficacité, qu'il s'agisse de l'analyse prédictive des délits et la détection des menaces, de l'accès à la justice et du développement de procédures transnationales rapides et robustes, ou encore d'une gestion plus organisée de l'immigration et d'une intensification de la lutte contre la criminalité transnationale grâce à des frontières qui se veulent « intelligentes ».

Cette session se propose d'analyser de manière critique la manière dont la numérisation façonne l'avenir de l'ELSJ et comment le cadre juridique de l'UE garantit que cette transformation reste légitime, responsable et respectueuse des droits et des libertés.

- Atelier 1 : La digitalisation des frontières et contrôle des flux
- Atelier 2 : La digitalisation de la coopération policière
- Atelier 3 : La digitalisation de la coopération judiciaire en matière civile et pénale

The digitalization of the ELSJ. Legal issues of a cyber transformation on a European scale.

Université de Grenoble Alpes(France),
10 & 11 December 2025

CALL FOR PAPERS

*Over the past decade, the European Union has undergone a huge digital transformation as part of the construction of the **Area of Freedom, Security, and Justice (AFSJ)**.*

The **digitalization** of the AFSJ has given rise to a wide range of instruments, including EUROSUR (European Border Surveillance System), the e-Evidence Regulation, the e-CODEX system to ensure the digital transmission of judicial documents between Member States, the interconnection of national criminal records via the ECRIS system, the interoperability of criminal intelligence systems, supported by initiatives such as Prüm II, and the expansion of Europol into a police force focused on processing digital information, including the development of AI tools to facilitate online investigations. In this regard, the operational role of AFSJ agencies such as Frontex, Europol, Eurojust, and eu-LISA has also become increasingly digitalized, with AI and data analytics playing a growing role in their daily operations.

Furthermore, this digitalization of the AFSJ also appears to be shaping the area of free movement. The observed transformations reveal the emergence of a new European digital territoriality.

However, this **transformation** also raises major challenges, such as guaranteeing the right to privacy, ensuring effective judicial protection and access to justice, preserving judicial independence and enabling effective remedies in digital environments, preventing algorithmic bias and opaque decision-making, and finally overcoming the fragmentation of national digital capacities and bridging technological gaps between Member States.

At the heart of these developments lies the imperative to respect the EU Charter of **Fundamental Rights**. Whether it involves border surveillance, facilitating digital trials, or accessing encrypted data, the digital transformation of the AFSJ must remain based on proportionality, accountability, and transparency.

This workshop invites participants to consider the legal tensions surrounding the digitalization of freedom, security, and justice, asking how to design the AFSJ that both protects fundamental rights and avoids the risks of an excessive surveillance, that enables access to justice and the development of rapid and robust transnational procedures, or that fosters the management more organized immigration as well as the fight against transnational crime through borders that are intended to be « smart. »

This session aims to critically analyze how digitalization is shaping the future of the AFSJ and how the EU legal framework ensures that this transformation remains legitimate, responsible, and respectful of rights and freedoms.

- Workshop 1: The digitalization of borders and flow control
- Workshop 2: The digitalization of police cooperation
- Workshop 3: The digitalization of judicial cooperation in civil and criminal matters

Adresse du colloque / Conference venue

Faculté de droit de Grenoble

Domaine universitaire

1133 rue des résidences

38400 Saint-Martin-d'Hères

France

Comité scientifique/ Scientific Committee

Dr. Pierre BERTHELET, CESICE

Dr Julia BURCHETT, Université Libre de Bruxelles

Dr Constance CHEVALLIER-GOVERS, CESICE, Université Grenoble Alpes

Proposition de contribution de **400 à 600 mots** à envoyer à / Contribution project of 400 to 600 words to be sent to :

pierre.berthelet@hotmail.fr & constance.chevallier-govers@univ-grenoble-alpes.fr

Merci d'indiquer vos noms, titre et fonctions /

Please state your name, title and position.

Date butoir / Deadline : **15/09/2025**

